

RAPPORT DE LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 42 (A/41/42)



NATIONS UNIES

RAPPORT DE LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 42 (A/41/42)



NATIONS UNIES

New York, 1986

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	1
II. ORGANISATION ET PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA SESSION DE 1986	5 - 18	2
III. DOCUMENTATION	19 - 25	5
A. Rapports et autres documents présentés par le Secrétaire général	19 - 21	5
B. Autres documents, y compris ceux présentés par des Etats Membres	22 - 25	5
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	26 - 32	7

Annexes

I. LISTE DES FORMULES PROPOSEES POUR LA REDACTION DES RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR	19
II. PROJET DE DIRECTIVES POUR DES TYPES APPROPRIES DE MESURES PROPRES A ACCROITRE LA CONFIANCE ET POUR L'APPLICATION DE CES MESURES SUR UN PLAN MONDIAL ET REGIONAL	29

I. INTRODUCTION

1. A sa quarantième session, l'Assemblée générale a notamment, dans sa résolution 40/152 F du 16 décembre 1985, pris acte du rapport de la Commission du désarmement 1/, prié la Commission de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale 2/, première session extraordinaire consacrée au désarmement; ainsi que de se réunir en 1986, pendant une période de quatre semaines au plus, et de lui présenter, lors de sa quarante et unième session, un rapport de fond contenant des recommandations concrètes sur les points de son ordre du jour.

2. A la même session, l'Assemblée générale a adopté les résolutions suivantes qui sont directement en rapport avec les travaux de la Commission du désarmement :

- a) Résolution 40/89 B, intitulée "Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud";
- b) Résolution 40/91 A, intitulée "Réduction des budgets militaires";
- c) Résolution 40/94 F, intitulée "Etude sur la course aux armements navals";
- d) Résolution 40/94 I, intitulée "Limitation de la course aux armements navals : limitation et réduction des armements navals et application aux mers et aux océans de mesures propres à accroître la confiance";
- e) Résolution 40/94 O, intitulée "Examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement";
- f) Résolution 40/152 N, intitulée "Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire".

3. A sa trente-neuvième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 39/63 E du 12 décembre 1984, avait prié la Commission du désarmement de poursuivre et de conclure à sa session de 1986, l'examen de la question intitulée "Mise au point de principes directeurs pour l'élaboration de types appropriés de mesures propres à accroître la confiance et pour l'application de ces mesures au niveau global ou régional".

4. La Commission du désarmement s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 2 décembre 1985 pour une brève session d'organisation. Au cours de cette réunion (A/CN.10/PV.101), la Commission a examiné les questions relatives à l'organisation des travaux de sa session de fond de 1986 et a entrepris la question de l'élection des membres de son bureau, compte tenu du principe de la rotation à la présidence de chaque région géographique. La Commission a élu son président et cinq vice-présidents; l'élection des autres membres du Bureau, dont celle du rapporteur, a été reportée à la session de fond de 1986 (*ibid.*). La Commission a aussi examiné l'ordre du jour provisoire (voir plus loin par. 7) de la session de fond de 1990, qui devait s'ouvrir le 5 mai 1986.

II. ORGANISATION ET PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA SESSION DE 1986

5. La Commission du désarmement s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 5 au 23 mai 1986. Au cours de sa session, elle a tenu huit séances plénières (A/CN.10/PV.102 à 109).

6. A sa 102ème séance, le 5 mai, la Commission du désarmement a élu deux autres vice-présidents; à sa 107ème séance, le 14 mai, elle a élu son rapporteur pour 1986. Le Bureau de la Commission était ainsi constitué :

Président : M. Henning Wegener (Allemagne, République fédérale d')

Vice-présidents : Des représentants des Etats suivants :

Australie	Hongrie
Birmanie	Pérou
Cameroun	Pologne
Equateur	

Rapporteur : M. Idule-Amoko (Ouganda)

7. A la même séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique et le Président ont fait des déclarations à propos de l'ordre du jour provisoire (A/CN.10/L.18). Par la suite, la Commission du désarmement a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la session.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. a) Examen de divers aspects de la course aux armements, notamment la course aux armements nucléaires, et du désarmement nucléaire, afin d'activer les négociations ayant pour objet l'élimination effective du risque de guerre nucléaire;
- b) Examen des points de l'ordre du jour figurant à la section II de la résolution 33/71 H en vue d'élaborer, dans le cadre et en conformité des priorités fixées à la dixième session extraordinaire, une approche générale des négociations sur le désarmement (armes nucléaires et armes classiques).
5. Réduction des budgets militaires :
 - a) Harmonisation des points de vue concernant les mesures concrètes que devraient prendre les Etats pour parvenir à une réduction progressive et convenue des budgets militaires et à une réaffectation au développement économique et social des ressources actuellement utilisées à des fins militaires, en particulier au profit des pays en développement, compte tenu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

- b) Examen et recensement des moyens efficaces d'aboutir à des accords pour geler, réduire ou limiter de façon équilibrée les dépenses militaires, y compris des mesures de vérification adéquates et satisfaisantes pour toutes les parties intéressées, compte tenu des dispositions des résolutions 34/63 F, 35/142 A, 36/82 A, 37/95 A, 38/184 A, 39/64 A et 40/91 A de l'Assemblée générale, en vue de mettre au point les principes qui devraient régir l'action future des Etats dans le domaine du gel et de la réduction des dépenses militaires compte tenu de la possibilité de codifier ces principes dans un document approprié en temps opportun.
6. Examen quant au fond de la question de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale et le Président du Comité spécial contre l'apartheid (résolutions 37/74 B, 38/181 B, 39/61 B et 40/89 B, et document A/CN.10/4).
 7. Examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement.
 8. Examen quant au fond de la question de la course aux armements navals et du désarmement naval.
 9. Elaboration de directives pour l'adoption de mesures propres à accroître la confiance de types appropriés et pour l'application de ces mesures au niveau mondial ou régional.
 10. Rapport de la Commission du désarmement à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session.
 11. Questions diverses.

8. A la même séance, la Commission du désarmement a décidé - en attendant les décisions de l'Assemblée générale sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies - d'achever ses travaux au plus tard le mercredi 28 mai 1986 à midi. Par la suite, conformément à la résolution 40/472 adoptée le 9 mai 1986 par l'Assemblée générale lors de la reprise de sa session, la Commission a mis un terme le 23 mai 1986 à sa session de 1986.

9. S'agissant de l'Année internationale de la paix, le Président et plusieurs délégations ont fait des déclarations et souligné la contribution que la Commission du désarmement apporte depuis son origine à la cause de la paix et du désarmement (A/CN.10/PV.102 à 106).

10. A sa 104ème séance, le 6 mai, la Commission du désarmement a approuvé des éléments de son programme de travail pour la session et décidé de créer un comité plénier chargé de l'examen du point 4, concernant divers aspects de la course aux armements et les questions relatives au désarmement (armes nucléaires et armes classiques). Cette tâche a été confiée à un groupe de contact, placé sous la présidence de M. Miguel A. Alborno (Equateur), qui est chargé d'examiner ce point et de faire rapport au Comité plénier. Le Groupe de contact a tenu huit séances entre le 7 et le 21 mai et présenté son rapport au Comité plénier à la troisième séance du Comité, le 22 mai.

11. Conformément au programme de travail approuvé, la Commission du désarmement a également décidé, à la même séance, de créer le Groupe de travail I, chargé d'examiner le point 5 de l'ordre du jour (réduction des budgets militaires) et de faire des recommandations à la Commission à ce sujet. Le Groupe de travail I s'est réuni sous la présidence de M. Gheorghe Tinca (Roumanie) et a tenu 10 séances entre le 7 et le 21 mai.

12. A la même séance, la Commission du désarmement a décidé de créer le Groupe de travail II, chargé d'examiner le point 7 de l'ordre du jour (examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement) et de faire des recommandations à la Commission à ce sujet. Le Groupe de travail II s'est réuni sous la présidence de M. Paul Bamela Engo (Cameroun) et a tenu neuf séances entre le 7 et le 21 mai.

13. A la même séance également, la Commission du désarmement a décidé de créer le Groupe de travail III, chargé d'examiner le point 6 de l'ordre du jour (capacité nucléaire de l'Afrique du Sud), étant entendu que le président de ce groupe serait élu à une date ultérieure. A la 107ème séance de la Commission, le 14 mai, M. Davidson L. Hepburn (Bahamas) a accepté de présider le Groupe de travail III à titre provisoire et de diriger ses travaux. Le Groupe a tenu cinq séances entre le 12 et le 21 mai. Les 19 et 20 mai, le Président de la Commission a tenu des consultations officielles à propos de ce point de l'ordre du jour.

14. De plus, à sa 104ème séance, le 6 mai, la Commission du désarmement a approuvé l'arrangement annoncé en comité plénier, en vertu duquel le Président de la Commission tiendrait des consultations officielles sur le point 9 (directives pour l'adoption de mesures propres à accroître la confiance de types appropriés) jusqu'à ce qu'on parvienne à un texte qui fasse ou laisse entrevoir un consensus justifiant la création d'un organe plus officiel qui se saisira de la question. Les consultations se sont poursuivies sous la présidence du Président de la Commission, pendant huit séances, entre le 7 et le 21 mai.

15. A la suite des consultations qu'il avait menées, le Président de la Commission a déclaré à la 106ème séance, le 9 mai, que des consultations sur le fond intensives et structurées auraient lieu sous son entière responsabilité à propos du point 8 de l'ordre du jour (question de la course aux armements navals et du désarmement naval). Par la suite, le Président de la Commission a chargé M. Ali Alatas (Indonésie) de mener ces consultations, qui ont eu lieu entre le 13 et le 21 mai; sept séances y ont été consacrées.

16. Les 5, 6 et 9 mai, la Commission du désarmement a procédé à un échange de vues général sur tous les points de l'ordre du jour (A/CN.10/PV.102 à 106).

17. A sa 108ème séance, le 23 mai, la Commission du désarmement a examiné les rapports des groupes de travail I, II et III sur les points 5, 7 et 6 respectivement de l'ordre du jour, les rapports du Président de la Commission sur les points 8 et 9, et le rapport du Comité plénier sur le point 4 de l'ordre du jour. Les rapports des organes subsidiaires de la Commission et les recommandations y figurant sont reproduits au chapitre IV du présent rapport.

18. Conformément à la pratique suivie dans le passé par la Commission du désarmement, certaines organisations non gouvernementales ont été représentées aux séances plénières ainsi qu'aux séances du Comité plénier.

III. DOCUMENTATION

A. Rapports et autres documents présentés par le Secrétaire général

19. Conformément au paragraphe 5 de la résolution 40/152 F de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a, sous couvert d'une note datée du 5 février 1986, communiqué à la Commission du désarmement le rapport de la Conférence du désarmement 3/, ainsi que tous les documents officiels de la quarantième session de l'Assemblée générale relatifs aux questions du désarmement (A/CN.10/76).

20. En application du paragraphe 5 de la résolution 40/94 F de l'Assemblée générale, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 3 février 1986, a invité les Etats Membres à faire connaître leurs points de vue au sujet de l'étude sur la course aux armements navals (A/40/535). Par la suite, le Secrétaire général a présenté un rapport contenant les réponses reçues des Etats Membres (A/CN.10/77/Add.1 et 2).

21. En application du paragraphe 4 de sa résolution 40/94 I, l'Assemblée générale a invité les Etats Membres, en particulier ceux qui ne l'avaient pas encore fait, à communiquer au Secrétaire général leurs vues sur la façon d'organiser les négociations multilatérales dont il est question dans la résolution, y compris la possibilité de les tenir à la Conférence du désarmement à Genève. Le Secrétaire général par la suite a présenté un rapport contenant les réponses reçues des Etats Membres (A/CN.10/82).

B. Autres documents, y compris ceux présentés par des Etats Membres

22. Au cours de ses travaux, la Commission a été saisie des documents indiqués ci-après et traitant de questions de fond :

23. Un document intitulé "Examen quant au fond de la question de la course aux armements et du désarmement naval : document du Président sur le point 8 de l'ordre du jour" (A/CN.10/83).

24. Les documents suivants ont été présentés par des Etats Membres :

a) Document de travail intitulé : "Position fondamentale de la délégation chinoise sur le point 8 de l'ordre du jour intitulé : Examen quant au fond de la question de la course aux armements navals et du désarmement" présenté par la Chine (A/CN.10/78);

b) Document de travail intitulé "Position de la délégation chinoise au sujet du point 7 de l'ordre du jour : examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement", présenté par la Chine (A/CN.10/79);

c) Document de travail intitulé "Examen quant au fond de la question de la course aux armements navals et du désarmement naval : limitation des activités des forces navales, limitation et réduction des armements navals et application aux mers et aux océans des mesures propres à accroître la confiance", présenté par la Bulgarie, la République démocratique allemande et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/CN.10/80 et Corr.1);

d) Document de travail intitulé "Problèmes fondamentaux du désarmement en ce qui concerne les armes nucléaires et classiques", présenté par un groupe d'Etats socialistes (A/CN.10/81).

25. Conformément aux procédures de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale sera également saisie des documents susmentionnés.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

26. A sa 109ème séance, le 23 mai, la Commission du désarmement a adopté par consensus les rapports de ses organes subsidiaires ainsi que les recommandations qui y étaient formulées au sujet des points 4, 5, 6 et 7 de son ordre du jour et est convenu de soumettre le texte de ces rapports reproduits ci-après à l'Assemblée générale. Par la suite, la Commission, à cette même séance, a adopté l'ensemble du rapport qu'elle présentera à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session.

27. Le rapport du Comité plénier sur le point 4 de l'ordre du jour est ainsi conçu :

"Rapport du Comité plénier sur le point 4 de l'ordre du jour"

1. A sa première séance, le 5 mai, le Comité plénier a établi un groupe de contact, ouvert à toutes les délégations, chargé d'examiner le point 4 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. Miguel A. Alborno (Equateur).
2. Le Groupe de contact a tenu huit séances entre le 7 et le 21 mai. Il a poursuivi l'examen du point 4 de l'ordre du jour sur la base de la liste des formules proposées pour la rédaction des recommandations concernant ce point qui figure à l'annexe I du rapport de la Commission sur sa session de 1985 1/. Le Groupe était également saisi d'un document de travail intitulé "Problèmes fondamentaux du désarmement en ce qui concerne les armes nucléaires et classiques", présenté par un groupe d'Etats socialistes (A/CN.10/81).
3. L'état d'avancement des délibérations du Groupe de contact apparaît dans la "Liste des formules proposées pour la rédaction des recommandations concernant le point 4 de l'ordre du jour", qui est jointe en annexe au présent rapport (voir annexe I). Les recommandations qui figurent dans cette liste sans crochets ni variantes sont les suivantes : recommandations Nos 1 et 2; dans la section I, recommandations Nos 3, 5, 16, 17, 22 et 23; dans la section II, la phrase d'introduction et les recommandations Nos 1, 2 et 6. Ces recommandations ont en général été jugées acceptables, sans préjudice du droit des délégations de les revoir, le cas échéant.
4. Bien que le Groupe de contact ait réalisé des progrès encourageants vers la solution de problèmes non encore résolus et soit arrivé à un accord sur la formulation de plusieurs recommandations, comme indiqué dans la "Liste des formules proposées pour la rédaction des recommandations concernant le point 4 de l'ordre du jour", il n'a pu parvenir à un consensus sur une série complète de recommandations. Il est recommandé que la Commission poursuive ses efforts afin de parvenir à un accord sur une série complète de recommandations relatives au point 4 de l'ordre du jour."

28. Le rapport du Groupe de travail I sur le point 5 de l'ordre du jour est ainsi conçu :

"Rapport du Groupe de travail I

1. L'Assemblée générale, à sa quarantième session, a adopté la résolution 40/91 A du 12 décembre 1985 dans laquelle, entre autres, elle a prié la Commission du désarmement de poursuivre l'examen de la question intitulée 'Réduction des budgets militaires' et, dans ce contexte, d'achever, lors de sa session de 1986 consacrée aux questions de fond, l'élaboration des principes propres à régir l'action que les Etats entreprendraient pour geler et réduire les dépenses militaires, sur la base du document de travail annexé à son rapport ainsi a/ que d'autres propositions et idées sur la proposition.
2. La Commission du désarmement, à sa 104ème séance, le 6 mai, a décidé de créer le Groupe de travail I et de le charger d'examiner le point 5 de l'ordre du jour, comme l'avait demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 40/91 A.
3. Le Groupe de travail était saisi du document de travail intitulé 'Principes qui devraient régir l'action future des Etats en matière de gel et de réduction des dépenses militaires', il devait aussi examiner des amendements présentés lors de la session précédente de la Commission par la Chine, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne (République fédérale d'), l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, la Turquie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique et la Tchécoslovaquie ainsi que les suggestions faites par le Président du Groupe de travail I au cours de la session de 1985 de la Commission et la proposition de la Roumanie relative au préambule du document où devaient figurer les principes a/.
4. Le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Gheorghe Tinca (Roumanie) et a tenu 10 séances entre le 7 et le 21 mai.
5. A sa 1ère séance, le Groupe de travail a décidé d'examiner essentiellement les paragraphes 1, 5, 7, 8 et 10 du document de travail qui faisaient encore l'objet de divergences de vues.
6. Le Groupe de travail est parvenu à un consensus sur la formulation des principes faisant l'objet des paragraphes 1, 5 et 10 du document de travail qui avaient suscité des contestations; ces principes sont désormais énoncés aux paragraphes 1, 5 et 9 du document (voir par. 8 ci-après).
7. Bien qu'il y ait eu certains éléments d'accord sur l'objet des autres paragraphes du document de travail, à savoir les paragraphes 7 et 8, il n'a pas été possible de parvenir à une formulation acceptable. Le Groupe de travail a décidé de fondre ces paragraphes en un seul et de renuméroter les autres paragraphes du document en conséquence.
8. Le document ci-après donne une idée du degré d'avancement des travaux du Groupe de travail en ce qui concerne l'élaboration des principes qui devraient régir l'action future des Etats en matière de gel et de réduction des dépenses militaires :

**'PRINCIPES QUI DEVRAIENT REGIR L'ACTION FUTURE DES ETATS EN MATIERE
DE GEL ET DE REDUCTION DES DEPENSES MILITAIRES**

1. Des efforts concertés devraient être déployés, par tous les Etats, en particulier par les Etats qui disposent de vastes arsenaux militaires, et par les instances de négociation appropriées, en vue de parvenir à des accords internationaux tendant à geler et réduire les budgets militaires, et comprenant des mesures adéquates de vérification acceptables pour toutes les parties. Ces accords devraient faciliter une réduction réelle des forces militaires et des armements des Etats parties, dans le but de renforcer la paix et la sécurité internationales en ramenant les forces militaires et les armements à un niveau plus bas. Des accords formels sur le gel et la réduction des dépenses militaires revêtent une importance particulière et devraient être conclus dans les plus brefs délais en vue de contribuer à la limitation de la course aux armements, de diminuer les tensions internationales et d'accroître les possibilités de réaffecter au développement économique et social, notamment au profit des pays en développement, les ressources actuellement utilisées à des fins militaires.
2. Tous les efforts déployés en vue de geler et de réduire les dépenses militaires devraient tenir compte des principes et buts de la Charte des Nations Unies et des paragraphes pertinents du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2).
3. En attendant la conclusion d'accords tendant à geler et réduire les dépenses militaires, tous les Etats, en particulier les plus lourdement armés, devraient s'efforcer de restreindre leurs dépenses militaires.
4. La réduction des dépenses militaires sur une base mutuellement convenue devraient s'effectuer progressivement et d'une manière équilibrée, sur la base d'un pourcentage ou en chiffres absolus, en sorte qu'aucun Etat ou groupe d'Etats ne puisse à aucun moment avoir un avantage sur d'autres et sans qu'il soit porté atteinte au droit de tous les Etats à une sécurité et à une souveraineté non diminuées et à l'adoption des mesures nécessaires de légitime défense.
5. Le gel et la réduction des budgets militaires relèvent de la responsabilité de tous les Etats et doivent se faire par étape, selon le principe de la responsabilité la plus grande, mais ce processus devrait commencer par les Etats dotés d'armes nucléaires qui possèdent les plus vastes arsenaux et les budgets militaires les plus importants, suivis immédiatement par les autres Etats dotés d'armes nucléaires et Etats militairement importants. Cela ne devrait pas empêcher d'autres Etats d'entamer des négociations et de conclure des accords sur la réduction équilibrée de leurs budgets militaires respectifs, et ce, à tout moment durant le processus.
6. Les ressources humaines et matérielles qui seraient libérées par la réduction des dépenses militaires devraient être réaffectées au développement économique et social, notamment au profit des pays en développement.
7. [Le texte de ce paragraphe est toujours à l'étude. Les différentes formulations proposées sont jointes au présent document.]

8. Les armements et les activités militaires qui feraient l'objet de réductions concrètes dans les limites prévues par un accord portant sur la réduction des dépenses militaires seront déterminés par chaque Etat partie audit accord.

9. Les accords tendant à geler et à réduire les dépenses militaires devraient contenir des mesures adéquates et efficaces de vérification qui soient satisfaisantes pour toutes les parties, de sorte que les dispositions en soient strictement appliquées et exécutées par tous les Etats parties. Les méthodes précises de vérification ou autres mécanismes de contrôle devraient être convenus au cours des négociations, en fonction des objectifs, de la portée et de la nature de l'accord considéré.

10. Des mesures unilatérales prises par les Etats en matière de gel et de réduction des dépenses militaires, particulièrement lorsqu'elles sont suivies de mesures analogues adoptées par d'autres Etats sur la base de l'exemple mutuel, pourraient contribuer à créer des conditions favorables à la négociation et à la conclusion d'accords internationaux tendant à geler et à réduire les dépenses militaires.

11. Des mesures visant à accroître la confiance contribueraient à créer un climat politique propice au gel et à la réduction des dépenses militaires. Réciproquement, le gel et la réduction des dépenses militaires contribueraient à accroître la confiance entre les Etats.

12. L'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle central pour ce qui est d'orienter, de stimuler et de susciter des négociations sur le gel et la réduction des dépenses militaires, et tous les Etats Membres devraient coopérer avec l'Organisation et entre eux en vue de résoudre les problèmes associés à ce processus.

13. Le gel et la réduction des dépenses militaires pourraient se faire, selon le cas, à l'échelon mondial, régional ou sous-régional, avec l'accord de tous les Etats concernés.

14. Les accords tendant à geler et à réduire les budgets militaires devraient être considérés dans une perspective plus large, y compris le respect et la mise en oeuvre du système de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, et être liés à d'autres mesures de désarmement dans le cadre d'un mouvement en direction d'un désarmement général et complet placé sous un contrôle international efficace. La réduction des budgets militaires devrait donc compléter les accords sur la limitation des armements et le désarmement et ne pas être considérée comme les remplaçant.

15. L'adoption des principes ci-dessus devrait être considérée comme un moyen de faciliter des négociations utiles en vue d'accords concrets concernant le gel et la réduction des budgets militaires.

* * *

Texte du paragraphe 7 proposé par les pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

'Des négociations sérieuses sur le gel et la réduction des budgets militaires supposent au préalable que les principes de la transparence et de la comparabilité soient acceptés par toutes les parties à une négociation. A cette fin, l'élaboration de méthodes convenues de mesure et de comparaison des dépenses militaires à différentes périodes et dans différents pays représentant des régions et des systèmes de budgétisation différents est une condition préalable nécessaire. Ainsi, l'emploi par les Etats participants, de l'instrument international de publication normalisée, bien qu'insuffisant en soi, constitue une première étape essentielle.'

Texte du paragraphe 7 proposé par la République démocratique allemande

'Des négociations sérieuses sur le gel et la réduction des budgets militaires exigent des Etats participants qu'ils échangent, au cours du processus de négociation, un volume raisonnable de données sur leurs budgets militaires. A cet égard, les Etats peuvent recourir à tous les moyens et méthodes qu'ils jugeront acceptables.'

Texte du paragraphe 7 proposé par le Pakistan

'Des négociations sérieuses sur le gel et la réduction des budgets militaires entre tout groupe d'Etats supposent au préalable que ces Etats conviennent entre eux de la nécessité d'échanger des données et d'assurer la comparabilité de leurs budgets militaires. A cet égard, l'élaboration de méthodes convenues de mesure et de comparaison des budgets militaires est essentielle. L'emploi de l'instrument international de publication normalisée pourrait constituer la première étape sur cette voie.'

Texte du paragraphe 7 proposé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques

'Des négociations sérieuses sur le gel et la réduction des budgets militaires exigent des Etats participants qu'ils échangent, selon des modalités convenues au cours du processus de négociation, le volume raisonnable de données sur leurs budgets militaires qui sera nécessaire à l'établissement de l'accord. A cet égard, les Etats peuvent recourir à tous les moyens et méthodes qu'ils jugeront acceptables. Des demandes déraisonnables de renseignements qui ne sont pas liées aux objectifs des négociations ou mises en avant comme préalables à l'ouverture de négociations pourraient compromettre la réalisation de ces objectifs et devraient être évitées.'

Texte du paragraphe 7 proposé par la Suède

'Des négociations sérieuses sur le gel et la réduction des budgets militaires exigeraient l'échange d'un volume raisonnable de données pertinentes et un accord sur les notions relatives à la mesure et à la

comparabilité des dépenses militaires. Les méthodes déterminées de mesure et de comparaison des dépenses militaires devraient être mises au point dans le cadre des négociations sur des accords précis, en tenant compte de la portée, de la nature et des objectifs des accords considérés. Les éléments pertinents du système international de publication normalisée, adopté en 1980 par l'Assemblée générale, pourraient s'avérer utiles à cet égard.'

9. Compte tenu des progrès réalisés, la Commission du désarmement a décidé de transmettre le document à l'Assemblée générale et de recommander, à moins qu'une autre solution ne soit trouvée, que la Commission du désarmement poursuive l'examen de la question afin de parvenir à un accord sur le texte du paragraphe 7, en tenant compte des propositions présentées par diverses délégations.

Note

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 42 (A/40/42), annexe II."

29. Le rapport du Groupe de travail III sur le point 6 est ainsi conçu :

"Rapport du Groupe de travail III"

1. L'Assemblée générale a adopté, à sa quarantième session, la résolution 40/89 B en date du 12 décembre 1985, par laquelle elle a, entre autres, prié la Commission du désarmement d'examiner en priorité, à sa session de 1986, la question de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, à partir notamment des conclusions contenues dans le rapport que l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement a établi sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

2. La Commission du désarmement a décidé, à sa 104ème séance, le 6 mai 1986, de créer le Groupe de travail III en vue d'examiner le point 6 de l'ordre du jour, relatif à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, et de faire des recommandations à ce sujet à la Commission, en application de la résolution 40/89 B de l'Assemblée générale.

3. Le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence provisoire de M. Davidson L. Hepburn (Bahamas) et a tenu cinq séances entre le 12 et le 21 mai. Au cours de cette période, le Président provisoire du Groupe de travail a également tenu des consultations officielles.

4. A sa 1ère séance, le 12 mai, le Groupe de travail a décidé que le document de travail figurant à l'annexe III au rapport de la Commission du désarmement sur sa session de 1985 (A/CN.10/1984/WG.II/CRP.1) a/ servirait de base à ses travaux.

5. Pour s'acquitter de sa tâche, le Groupe de travail a également pris en considération d'autres documents pertinents, dont :

a) Le rapport du Groupe d'experts sur le plan et la capacité d'action de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire (A/35/402, annexe, et Corr.1);

b) Le rapport du Séminaire des Nations Unies sur la collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire b/;

c) Le rapport de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud (A/39/470, annexe).

6. Sur cette base, le Groupe de travail a entrepris de formuler des conclusions et des recommandations sur la question à l'examen. Toutefois, après avoir examiné les divers amendements présentés et avoir tenu des consultations officieuses intensives, il ne lui a pas été possible de parvenir à un consensus.

7. Lors de l'examen de la question, le Président de la Commission a présenté un projet de document a/ visant à faciliter l'adoption de conclusions et de recommandations sur ce point à la présente session et a tenu des consultations officieuses avec les délégations concernées dans le but de les rallier à ses propositions. Toutefois, celles-ci n'ont pas été adoptées.

8. A sa 5ème séance, le 21 mai, le Groupe de travail a décidé de recommander à la Commission du désarmement de poursuivre l'examen de la question de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud à sa session de 1987 sur la base du texte faisant l'objet du document A/CN.10/1984/WG.II/CRP.1 a/.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 42 (A/40/42), annexe III.

b/ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-quatrième session, Supplément de janvier, février et mars 1979, document S/13157.

c/ Le document intitulé 'Conclusions et recommandations relatives au point 6 de l'ordre du jour : projet présenté par le Président de la Commission' a été distribué ultérieurement sous la cote A/CN.10/1986/WG.III/WP.1."

30. Le rapport du Groupe de travail II sur le point 7 est ainsi conçu :

"Rapport du Groupe de travail II

1. A sa quarantième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 40/94 O, datée du 12 décembre 1985, par laquelle elle a, entre autres dispositions, prié la Commission du désarmement, à sa session de fond de 1986,

de poursuivre, à titre prioritaire, l'examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement, afin d'élaborer, le cas échéant, des recommandations et des suggestions concrètes en tenant compte, notamment, des vues et suggestions des Etats Membres sur la question.

2. A sa 104ème séance, le 6 mai 1986, la Commission du désarmement a décidé de créer le Groupe de travail II, chargé d'examiner le point 7 de l'ordre du jour touchant la question de l'examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement et de présenter à la Commission des recommandations à ce sujet, conformément à la résolution 40/94 O de l'Assemblée générale.

3. Le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Paul Bamela Engo (Cameroun) et a tenu deux séances officielles et sept séances officieuses entre les 7 et 21 mai. Durant cette période, le Président a également mené des consultations officieuses à l'intérieur du Groupe.

4. A sa 1ère séance officielle, le 7 mai, le Groupe de travail a décidé de retenir le document de travail figurant à l'annexe V au rapport de la Commission du désarmement à sa session de 1985 (A/CN.10/1985/WG.III/WP.1/Rev.1) a/, intitulé 'Thèmes devant faire l'objet de recommandations appropriées' comme programme de travail sur le point 7 de l'ordre du jour. Le Groupe de travail a décidé en outre d'examiner les thèmes du programme de travail par groupes de trois, étant entendu que les délégations auraient la faculté d'exprimer leurs vues sur les divers points séparément.

5. Dans l'accomplissement de sa tâche, le Groupe de travail était également saisi des réponses des Etats Membres au Secrétaire général au sujet de l'examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement (A/CN.10/69 et Add.1 à 8, A/CN.10/71 et A/CN.10/79). Le Président a établi et fait distribuer un document de séance contenant les conclusions, les recommandations et les propositions sur les divers thèmes du programme de travail du Groupe. En outre, d'autres documents ont été soumis par les délégations. La même attention doit être réservée aux documents ci-après :

a) Document de séance relatif aux conclusions, recommandations et propositions (projet du Président) (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.1);

b) Document de travail sur le thème IV présenté par le Mexique (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.2);

c) Déclaration sur le thème IV présentée par l'Inde (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.3);

d) Déclaration sur les thèmes I à III présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.4);

e) Déclaration sur le thème IV présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.5);

- f) Document de travail intitulé 'Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement' présenté par le Canada (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.6);
- g) Déclaration sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement, présentée par les Etats-Unis d'Amérique (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.7);
- h) Observations sur le document relatif aux conclusions, recommandations et propositions présentées par les Etats-Unis d'Amérique (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.8);
- i) Document de travail contenant des propositions de recommandations sur le thème IV présenté par la République fédérale d'Allemagne (A/CN.10/WG.II/CRP.9);
- j) Vues et suggestions concernant les thèmes IV et VI, présentées par le Japon (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.10);
- k) Suggestions présentées par l'Australie (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.11);
- l) Déclaration sur le thème IV.1 présentée par la République démocratique allemande (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.12);
- m) Propositions sur les thèmes I et II présentées par la République démocratique allemande (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.13);
- n) Propositions présentées par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.14);
- o) Document de travail contenant des propositions de recommandations sur les thèmes I à III, présenté par la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.15);
- p) Document de travail contenant des propositions de recommandations sur le thème IV présenté par la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.16);
- q) Document de travail intitulé 'Examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement' présenté par le Pakistan (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.17);
- r) Vues et suggestions sur le thème IV présentées par la Norvège (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.18);
- s) Document de travail présenté par l'Inde et la Yougoslavie (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.19);
- t) Document de travail intitulé 'Rôle du Secrétaire général dans le domaine du désarmement' présenté par l'Uruguay (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.20);

u) Document de travail contenant une proposition sur le thème IV.3 a) 'Campagne mondiale pour le désarmement' présenté par la Bulgarie (A/CN.10/1986/WG.II/CRP.21).

6. Au cours de ses délibérations, le Groupe de travail a procédé à de nombreux échanges de vues sur une large gamme de questions se rapportant au rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement. Diverses opinions ont été exprimées et un certain nombre de suggestions ont été formulées concernant d'éventuelles recommandations.

7. A sa 2ème séance officielle, tenue le 21 mai, le Groupe de travail a adopté par consensus la recommandation suivante au titre du point 7 de l'ordre du jour :

'La Commission du désarmement recommande à l'Assemblée générale que la Commission poursuive à sa prochaine session de fond en 1987 et en leur accordant un rang prioritaire, les travaux devant être menés en vertu de la résolution 40/94 O de l'Assemblée, en date du 12 décembre 1985, en vue de formuler des recommandations et des propositions concrètes, selon qu'il conviendra, concernant le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement, en tenant compte, notamment, des vues et suggestions des Etats Membres ainsi que des documents susmentionnés sur la question.'

Note

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 42 (A/40/42) annexe V."

31. Le rapport du Président sur le point 8 est ainsi conçu :

"Rapport du Président

1. A sa quarantième session, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans ses résolutions 40/94 F et 40/94 I du 12 décembre 1985, intitulées respectivement 'Etude sur la course aux armements navals' et 'Limitation de la course aux armements navals : limitation et réduction des armements navals et application aux mers et aux océans de mesures propres à accroître la confiance' a notamment prié la Commission du désarmement d'examiner les questions soulevées et de lui présenter un rapport sur ses délibérations et recommandations à sa quarante et unième session.

2. Au cours de l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général contenant l'étude sur la course aux armements navals (A/40/535) ;

b) Note verbale adressée aux Etats Membres par le Secrétaire général (A/CN.10/70 et Add.1 à 5) ;

c) Document de travail présenté par la Bulgarie, la République démocratique allemande et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/CN.10/73 et Corr.1);

d) Rapport du Secrétaire général contenant les réponses des Etats Membres (A/CN.10/77 et Add.1 et 2);

e) Document de travail présenté par la Chine (A/CN.10/78);

f) Document de travail présenté par la Bulgarie, la République démocratique allemande et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/CN.10/80 et Corr.1).

3. Le 9 mai 1986, le Président a déclaré à la suite de ses consultations, que pour examiner cette question, la meilleure solution serait, à ce stade, qu'il tienne sous sa responsabilité des consultations ouvertes d'ordre technique. Il en a confié la conduite effective à un 'ami du Président', en l'occurrence, le représentant de l'Indonésie.

4. Conformément à cette décision, le Président et le représentant de l'Indonésie ont convoqué des réunions du groupe de consultation sur la question.

5. Ces réunions ont donné lieu à un certain nombre de conclusions et de recommandations de fond sur ce sujet. Elles figurent dans le document de travail présenté par le Président (A/CN.10/83), document que toutes les délégations participant aux consultations techniques ont approuvée, et qui, de leur avis, pourrait constituer la base de délibérations ultérieures sur le sujet."

32. Le rapport du Président sur le point 9 est ainsi conçu :

"Rapport du Président

1. A sa trente-neuvième session, le 12 décembre 1984, l'Assemblée générale a adopté la résolution 39/63 E dans laquelle, entre autres choses, elle priait la Commission du désarmement de poursuivre et de conclure à sa session de 1986 son examen de la question intitulée 'Mise au point de principes directeurs pour l'élaboration de types appropriés de mesures propres à accroître la confiance et pour l'application de ces mesures au niveau global ou régional'. L'Assemblée priait en outre la Commission du désarmement de lui présenter, lors de sa quarante et unième session, un rapport contenant les principes directeurs en question.

2. Au cours de l'échange général de vues qui a eu lieu au sein de la Commission du désarmement les 5 et 6 mai 1986, un certain nombre de représentants ont soulevé la question de l'examen de directives pour l'élaboration de mesures propres à accroître la confiance. Les vues, propositions et suggestions formulées à cet égard figurent dans les comptes rendus sténographiques de la Commission (A/CN.10/PV.102 à 105).

3. Sur la base de consultations officieuses, et avec l'approbation du Comité plénier, le Président a annoncé à la 104ème séance de la Commission, le 6 mai, qu'il entreprendrait tout d'abord des consultations officieuses sur ce point jusqu'à ce que celles-ci laissent apparaître ou entrevoir un consensus sur un texte de projet de directives pour l'élaboration de types appropriés de mesures propres à accroître la confiance.

4. Les consultations se sont étalées sur un total de huit séances entre le 7 et le 21 mai et ont abouti à un texte qui a fait l'objet d'un accord en tant que projet et qui a été approuvé par le Comité plénier le 22 mai et par la Commission à sa 108ème séance le 23 mai. Le projet de directives, qui doit être soumis pour examen à l'Assemblée générale à sa quarante et unième session, figure à l'annexe II.

5. Au cours des consultations, on s'est par ailleurs demandé si le projet de directives devait s'accompagner d'un catalogue indicatif plus détaillé de mesures propres à accroître la confiance et les délégations étaient saisies de plusieurs propositions, dont une de l'Argentine (A/CN.10/1986/CW/WP.1).

6. Les débats ont montré qu'il n'était pas facile de répondre à cette question, puisque de toute évidence un catalogue de mesures spéciales entrerait en contradiction d'une manière ou d'une autre avec la conclusion figurant dans les directives, selon laquelle les mesures propres à accroître la confiance doivent être adaptées aux circonstances particulières, notamment aux particularités régionales.

7. On est également convenu qu'un catalogue ne pouvait être adopté définitivement tant que certains des problèmes essentiels de définition qui se posaient à propos des directives n'avaient pas été résolus.

8. On a néanmoins estimé qu'un recensement systématique des mesures dont l'inclusion au catalogue aurait été suggérée faciliterait l'examen ultérieur de la question. Le Président en a présenté une liste succincte (A/CN.10/1986/CW/WP.2)."

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 42 (A/40/42).

2/ Résolution S-10/2 de l'Assemblée générale.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 27 (A/40/27).

ANNEXE I

Liste des formules proposées pour la rédaction des recommandations concernant le point 4 de l'ordre du jour

Recommandation No 1

Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient réaffirmer leur entier engagement aux buts de la Charte des Nations Unies et observer strictement les principes de la Charte ainsi que les autres principes pertinents et généralement reconnus du droit international touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en particulier les principes du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat, ou contre les peuples sous domination coloniale ou étrangère qui cherchent à exercer leur droit à l'autodétermination et à accéder à l'indépendance; de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats; de l'inviolabilité des frontières internationales, et du règlement pacifique des différends, eu égard au droit naturel de légitime défense, individuelle et collective, des Etats, conformément à la Charte.

Recommandation No 2

Tous les Etats sont instamment invités à contribuer effectivement au renforcement du rôle central et de la responsabilité essentielle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement. Le processus de désarmement touchant les intérêts vitaux de tous les Etats en matière de sécurité, ceux-ci doivent s'intéresser activement et contribuer aux mesures de désarmement et de limitation des armements, mesures qui ont un rôle essentiel à jouer dans le maintien et le renforcement de la sécurité internationale.

Si le désarmement est bien la responsabilité de tous les Etats, c'est aux Etats dotés d'armes nucléaires qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer le désarmement dans le domaine nucléaire et, avec les autres Etats militairement importants, d'arrêter et d'inverser la course aux armements.

Il convient de tout faire pour que la Conférence du désarmement, seul organe multilatéral de négociation dans le domaine du désarmement, puisse s'acquitter de ses responsabilités par la négociation et l'adoption de mesures concrètes de désarmement afin de promouvoir efficacement la réalisation d'un désarmement général et complet sous un contrôle international effectif.

I

Recommandation No 3

En vue d'appliquer les recommandations et décisions contenues dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la première session extraordinaire consacrée au désarmement (résolution S-10/2), tous les Etats, en particulier ceux qui possèdent des armes nucléaires et plus spécialement ceux qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants, devraient engager de toute urgence des négociations pour s'acquitter des tâches prioritaires énoncées dans le Programme d'action.

Il faudrait négocier d'urgence des accords, en application du paragraphe 50 du Document final, pour arrêter et inverser la course aux armes nucléaires et réaliser le plus tôt possible l'objectif ultime qui y est défini, à savoir finir par éliminer complètement les armes nucléaires.

Il conviendrait de poursuivre et de mener à leur terme, dans les instances appropriées, des négociations qui aboutiraient à des réductions substantielles des armements, en particulier des armements nucléaires, et à l'adoption d'autres mesures de désarmement, conformément aux paragraphes 29 et 31 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Recommandation No 4

[La Commission du désarmement recommande que l'Assemblée générale note avec satisfaction l'accord conclu à Genève en novembre dernier lors de la réunion au sommet entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique pour accélérer les travaux dans le cadre des négociations sur les armes nucléaires et spatiales, en vue de s'acquitter des tâches énoncées dans leur déclaration commune du 8 janvier 1985, à savoir, prévenir une course aux armements dans l'espace et mettre fin à celle qui se poursuit sur la Terre, limiter et réduire les armes nucléaires et renforcer la stabilité stratégique [en vue, à terme, d'éliminer totalement et partout les armes nucléaires]. L'Assemblée générale pourrait également appuyer résolument l'appel lancé par les dirigeants des deux Etats pour des progrès rapides, en particulier dans les domaines où existe un terrain d'entente.

A cet égard, la Commission du désarmement recommande à l'Assemblée générale de prendre note avec satisfaction de la Déclaration commune faite par l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique lors de la réunion au sommet de Genève, notamment du fait que les deux Etats soient convenus qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée, que tout conflit entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique pourrait avoir des conséquences catastrophiques, que toute guerre entre eux, qu'elle fût nucléaire ou classique, devait être évitée, et qu'ils ne chercheraient pas à s'assurer la supériorité militaire.

Il est indispensable de traduire d'urgence ces accords dans la pratique.

Les deux parties aux négociations devraient avoir constamment à l'esprit que ce ne sont pas seulement leurs intérêts nationaux qui sont en jeu, mais également les intérêts vitaux de tous les peuples du monde et, en conséquence, elles devraient tenir l'Assemblée générale [et la Conférence du désarmement] dûment informées des progrès de leurs négociations, sans préjudice du progrès de ces négociations.

Etant donné que tous les Etats Membres souhaitent voir s'accomplir rapidement les tâches convenues dans le cadre des négociations entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique, il importe au plus haut point de mener ces négociations dans un esprit de conciliation en adoptant une attitude constructive, pour respecter l'accord conclu sur leur portée.

[Des négociations bilatérales ne diminuent en rien la nécessité urgente d'entreprendre des négociations multilatérales sur les points prioritaires figurant à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement.]]

Recommandation No 5

Tous les Etats, et en particulier les principaux Etats dotés d'armes nucléaires, sont instamment priés de poursuivre vigoureusement leurs négociations sur la limitation des armements et le désarmement et de tenir l'Organisation des Nations Unies dûment informée de toutes les mesures prises dans ce domaine, qu'elles soient unilatérales, bilatérales, régionales ou multilatérales, sans préjudice du progrès des négociations.

Recommandation No 6

[La Conférence du désarmement devrait mener sans retard des négociations sur la cessation de la course aux armements nucléaires et sur le désarmement nucléaire et, en particulier, entreprendre l'élaboration de mesures concrètes à cet effet, conformément au paragraphe 50 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, y compris un programme de désarmement nucléaire.] Un tel programme, complet et échelonné selon un calendrier convenu, dans la mesure du possible, devrait prévoir la réduction progressive et équilibrée des stocks d'armes nucléaires et de leurs vecteurs, jusqu'à leur élimination complète. Il devrait viser à éliminer complètement les armes nucléaires dans le monde d'ici à l'an 2000 et pourrait être réalisé en trois phases :

a) Une première phase de cinq à huit ans, au cours de laquelle les Etats-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques réduiraient leurs arsenaux nucléaires, renonceraient à mettre au point, essayer et déployer des armes spatiales de frappe et déclareraient un moratoire sur leurs explosions nucléaires;

b) Une deuxième phase, qui durerait de cinq à sept ans et au cours de laquelle les autres Etats dotés d'armes nucléaires prendraient part au processus de désarmement nucléaire;

c) Une dernière phase, au cours de laquelle serait achevée l'élimination de toutes les armes nucléaires restantes.

La vérification de la destruction ou de la limitation des armes nucléaires et de leurs vecteurs se ferait par des moyens techniques nationaux, des inspections sur le terrain et d'autres mesures.]

Recommandation No 7

a) [Un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires devrait être conclu d'urgence. A cet effet, la Conférence du désarmement devrait immédiatement entreprendre les négociations appropriées.]

b) [L'examen de fond des questions précises ayant trait à l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires devrait être entrepris immédiatement en vue de la négociation d'un traité sur ce sujet.]

c) [Un traité interdisant totalement les essais d'armes nucléaires devrait être négocié et conclu dans le cadre d'un processus effectif de désarmement nucléaire.]

d) [Un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, interdisant à tous les Etats toute explosion nucléaire à des fins d'essai, en tout milieu et pour toujours, devrait être conclu d'urgence.]

e) [Un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, interdisant à tous les Etats toute explosion [d'arme] nucléaire à des fins d'essai, en tous milieux et pour toujours, devrait être conclu d'urgence. Il faut, à cette fin, tirer parti de toutes les occasions, y compris les négociations menées dans le cadre de la Conférence du désarmement, et les négociations bilatérales ou trilatérales. On pourrait également parvenir à un accord en étendant le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau aux essais souterrains d'armes nucléaires. Le traité devrait prévoir des mesures de vérification strictes, notamment celles qui ont été proposées par les dirigeants de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède allant jusqu'à des inspections sur place. Dans tous les pourparlers, les questions relatives à la vérification de l'application de l'accord pourraient être examinées en même temps que d'autres questions de fond touchant l'interdiction des essais nucléaires.]

Texte à ajouter à la fin de la recommandation No 7

[En attendant la conclusion de ce traité, les Etats dotés d'armes nucléaires sont invités à déclarer un moratoire sur toutes les explosions nucléaires à compter d'une date qui sera convenue par l'ensemble d'entre eux. Il convient de se féliciter de la déclaration de l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant sa décision de prolonger son moratoire unilatéral jusqu'au 6 août 1986. La conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires serait considérablement facilitée si les Etats-Unis d'Amérique suivaient cet exemple.] [En attendant la conclusion de ce traité, les deux grandes puissances nucléaires, dont la plupart des explosions nucléaires sont le fait, sont invitées à cesser immédiatement leurs essais nucléaires en vue de faciliter les négociations sur un traité interdisant totalement ces essais et sur d'autres mesures de désarmement nucléaire.]

Recommandation No 8

Pour intensifier le processus de désarmement, il faudrait tenir compte du fait que l'humanité se trouve face, à l'heure actuelle, à une menace sans précédent d'extinction par son propre fait, due à l'accumulation massive des armes les plus destructives jamais produites et à la course aux armes de ce type. En conséquence, le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, ne devrait plus seulement être envisagé comme une question d'ordre moral mais aussi comme une question de survie pour l'humanité.

Les mesures visant à prévenir une guerre nucléaire et à promouvoir le désarmement nucléaire doivent tenir compte des intérêts des Etats en matière de sécurité, qu'ils soient ou non dotés d'armes nucléaires. [La Conférence du désarmement devrait entreprendre, à titre absolument prioritaire, des négociations en vue d'aboutir à un accord sur des mesures concrètes appropriées visant à prévenir une grève nucléaire.]

Recommandation No 9

[Il faudrait s'entendre sur des normes précises qui régiraient les relations entre les puissances qui possèdent des armes nucléaires et leur donner un caractère obligatoire. Il importe que toutes les puissances nucléaires mettent la prévention d'une guerre nucléaire au coeur même de leur politique et organisent leurs politiques mutuelles en conséquence.]

Recommandation No 10

[Il faudrait conclure des accords éliminant l'emploi de la force nucléaire aussi bien que non nucléaire dans les relations internationales. Sur le plan mondial, cet objectif pourrait être réalisé en concluant un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Un pas important dans cette voie serait de conclure un traité sur la non-utilisation réciproque de la force militaire et le maintien de relations pacifiques entre les Etats parties au Traité de Varsovie et les Etats membres de l'OTAN, dont l'élément crucial serait l'obligation incombant aux Etats parties des deux groupes de ne pas utiliser les premiers les armes nucléaires ou non nucléaires les uns contre les autres.]

Recommandation No 11

[Un gel des armements nucléaires qui pourrait commencer par les deux Etats dotés d'armes nucléaires possédant les plus gros arsenaux nucléaires. Ce gel serait soumis à toutes les mesures et procédures de vérification pertinentes qui ont été déjà convenues par les parties dans le cadre des traités SALT I et SALT II ainsi qu'à celles sur lesquelles ils se sont entendus en principe lors des négociations trilatérales préparatoires de Genève sur l'interdiction complète des essais nucléaires.]

[Un gel de la mise au point, de la production, du stockage et du déploiement d'armes nucléaires devrait être immédiatement imposé, à titre de premier pas vers la réduction et, ultérieurement, la suppression des arsenaux nucléaires.]

[Il est de la plus haute importance que les puissances nucléaires qui possèdent les plus grands arsenaux nucléaires donnent l'exemple en arrêtant et inversant la course aux armements entre elles et en réduisant considérablement leurs arsenaux nucléaires existants, afin de créer des conditions favorables, pour tous les Etats nucléaires, à l'adoption ultérieure d'autres mesures de désarmement nucléaire, y compris un gel de la mise au point, de la production, du stockage et du déploiement d'armes nucléaires.]

[Il faudrait engager et mener à bien des négociations qui débouchent sur des réductions substantielles des stocks d'armes nucléaires. Ces réductions devront être mutuelles, équilibrées et vérifiables.]

[Les Etats dotés d'armes nucléaires devraient négocier un gel mutuellement équilibré et vérifiable des arsenaux nucléaires, qui devrait être suivi de réductions substantielles de ces arsenaux et ne pas être considéré comme tenant lieu de désarmement.]

Recommandation No 12

[La prévention d'une guerre nucléaire passe fondamentalement par l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires. En attendant d'atteindre ce but, les pays qui possèdent les plus grands arsenaux nucléaires devraient donner l'exemple en mettant fin aux essais nucléaires, en cessant de fabriquer et de déployer des armes nucléaires et en réduisant considérablement leurs arsenaux nucléaires existants. Après quoi, il conviendrait que les autres Etats dotés d'armes nucléaires prennent des mesures correspondantes suivant une proportion et des procédures raisonnables.]

Recommandation No 13

[Il faudrait conclure un accord donnant force juridique obligatoire absolue à l'engagement que prendraient tous les Etats dotés d'armes nucléaires de ne pas utiliser les premiers ces terribles armes de destruction massive.]

[En attendant l'adoption d'une convention sur l'interdiction de l'utilisation ou de la menace de l'utilisation d'armes nucléaires par tous les Etats qui en sont dotés, des déclarations de tous les Etats dotés d'armes nucléaires, par lesquelles ils s'engageraient, collectivement ou individuellement, à ne pas être les premiers à faire usage de ces armes, seraient un moyen de renforcer le climat de confiance et une première mesure visant à atténuer le risque d'un conflit nucléaire.]

[Conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, les Etats ne devraient jamais faire usage d'une arme quelconque, sauf dans l'exercice du droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective.]

Recommandation No 14

[Une convention sur l'interdiction de l'utilisation ou de la menace de l'utilisation d'armes nucléaires par tous les Etats qui en sont dotés devrait être négociée et adoptée de toute urgence, en attendant des mesures effectives de désarmement nucléaire.]

Texte proposé comme variante des recommandations Nos 13 et 14

[Réaffirmant le principe de l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force posé par la Charte des Nations Unies, les Etats devraient s'engager, collectivement ou individuellement, à ne jamais être les premiers à faire usage d'une arme quelconque, nucléaire ou classique, sauf dans l'exercice du droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective.]

Recommandation No 15

[Compte tenu du danger qu'une course aux armements dans l'espace constitue pour toute l'humanité, en particulier du danger imminent d'exacerber l'insécurité actuelle par des faits susceptibles de saper davantage la paix et la sécurité internationales, la Conférence du désarmement devrait entreprendre d'urgence des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords, selon qu'il conviendra, pour empêcher une course aux armements sous tous ses aspects dans l'espace.]

Pour contribuer à prévenir une course aux armements dans l'espace, la Conférence du désarmement devrait intensifier ses travaux, conformément au mandat du Comité spécial qu'elle a constitué.

[Il est entendu que la création du Comité spécial ne constitue qu'une première étape sur la voie de négociations multilatérales en vue de la conclusion d'un ou de plusieurs accords, selon qu'il conviendra, visant à prévenir une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects.]

Recommandation No 16

En attendant des mesures globales de désarmement nucléaire et classique, les Etats devraient coopérer à la mise au point d'un dispositif détaillé et destiné à prévenir la guerre nucléaire et tout conflit armé. Ce dispositif pourrait comprendre une vaste gamme de mesures propres à accroître la confiance, y compris des mesures relatives aux armes nucléaires, qui seraient négociées dans les instances appropriées, en vue d'être appliquées au niveau régional ou mondial.

Recommandation No 17

Dans les régions où leur concentration a atteint les niveaux les plus dangereux, les armes nucléaires et classiques et les forces militaires devraient être réduites d'une façon mutuelle, équilibrée et vérifiable.

Recommandation No 18

[Aucune arme nucléaire ne devrait être déployée dans les territoires qui en sont exempts. Dans les pays où des armes de ce type ont déjà été installées, les stocks de ces armes ne devraient être ni augmentés ni renouvelés. Les armes nucléaires déployées par les pays qui en sont dotés hors de leur propre territoire devraient être retirées.]

Recommandation No 19

[Les Etats dotés d'armes nucléaires devraient s'abstenir de faire des manoeuvres militaires dans lesquelles l'énergie nucléaire est utilisée à des fins non pacifiques, surtout dans les cas où des armes nucléaires sont déployées à proximité d'Etats non dotés d'armes nucléaires, ce qui met en danger leur sécurité.]

Recommandation No 20

Considérant que les Etats dotés d'armes nucléaires devraient garantir que les Etats non dotés d'armes nucléaires ne seront pas menacés ou attaqués avec des armes nucléaires et vu les déclarations unilatérales faites dans ce contexte, il faudrait engager des négociations en vue de la conclusion [s'il y a lieu] d'arrangements internationaux efficaces pour garantir [tous] les Etats non dotés d'armes nucléaires [, sans discrimination aucune,] contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Recommandation No 21

La création, dans différentes parties du monde, de zones exemptes d'armes nucléaires, sur la base d'accords et/ou d'arrangements librement conclus entre les Etats de la région, constitue une mesure de désarmement importante et devrait être encouragée, l'objectif final étant un monde entièrement exempt d'armes nucléaires. Dans la création de ces zones, il faudrait tenir compte des particularités de chaque région. [Ces accords ou arrangements devraient être strictement observés, et le respect effectif du statut de ces zones par [tous] les Etats [dotés d'armes nucléaires] [concernés] devrait être soumis à des procédures de vérification [convenues] appropriées, de telle sorte que ces zones soient véritablement exemptes d'armes nucléaires.

Recommandation No 22

Tous les Etats devraient coopérer pour atteindre l'objectif de la non-prolifération nucléaire qui consiste d'une part à empêcher que n'apparaissent de nouveaux Etats dotés d'armes nucléaires en plus des cinq Etats qui possèdent déjà de telles armes et, d'autre part, à réduire progressivement et, finalement, à éliminer complètement les armes nucléaires. Les Etats devraient se conformer entièrement à toutes les dispositions des traités internationaux pertinents auxquels ils sont parties. Les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier, devraient adopter d'urgence des mesures efficaces pour arrêter et inverser la course aux armements nucléaires.

Recommandation No 23

Comme la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects est un sujet de préoccupation universel, tous les Etats sont, ensemble, priés de prendre de nouvelles mesures pour formuler un consensus international sur les moyens d'application universelle et non discriminatoire, propres à empêcher la prolifération d'armes nucléaires.

Recommandation No 24

[Il convient de condamner toutes les doctrines et thèses militaires fondées sur l'admissibilité de la guerre nucléaire et visant à obtenir la supériorité stratégique ainsi qu'à être le premier à utiliser les armes nucléaires, et entraînant de ce fait une nouvelle escalade de la course aux armes nucléaires, accroissant le danger de guerre et faisant obstacle au désarmement.

La Commission du désarmement devrait être invitée à examiner plus avant ces doctrines et thèses ainsi que leurs conséquences au titre du point 4 de son ordre du jour, de façon à amener finalement tous les Etats à renoncer à ces doctrines et thèses.]

II

Phrase d'introduction

Si le désarmement nucléaire présente le degré de priorité le plus élevé, les recommandations ci-après concernant d'autres mesures prioritaires de désarmement devraient être appliquées parallèlement aux négociations sur le désarmement nucléaire.

Recommandation No 1

Il faudrait s'efforcer de conclure d'urgence un traité sur l'interdiction des armes chimiques. A cette fin, la Conférence du désarmement devrait accélérer ses travaux en vue de présenter sans plus tarder un projet de traité à l'Assemblée générale.

Recommandation No 2

Le perfectionnement et l'accumulation croissante d'armes classiques dans de nombreuses parties du monde donnent une nouvelle dimension à la course aux armements, surtout dans le cas des Etats qui possèdent les arsenaux militaires les plus importants. Par conséquent, les efforts de désarmement classique devraient être résolument poursuivis dans la voie d'un désarmement général et complet.

Recommandation No 3

[L'adoption de mesures de désarmement devrait intervenir de façon à garantir le droit de chaque Etat à une sécurité non diminuée. Toutefois, la fourniture massive d'armes à des Etats qui fondent leur sécurité sur des arguments fallacieux pour obtenir des avantages par rapport à d'autres Etats, et pour renforcer la domination coloniale et l'occupation étrangère, a pour effet de perpétuer des situations intolérables et d'exacerber les conflits, elle met sérieusement en péril la paix et la sécurité internationales et il convient donc d'y mettre fin.]

Recommandation No 4

[[Il faudrait prévenir une course aux armements dans l'espace. A cet égard, la Commission du désarmement se félicite de la récente décision prise par la Conférence du désarmement dans les termes suivants :

"Dans l'exercice de ses responsabilités du fait qu'elle est le forum multilatéral de négociation sur le désarmement, conformément au paragraphe 120 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, la Conférence du désarmement décide de créer un Comité spécial au titre du point 5 de son ordre du jour, intitulé 'Prévention d'une course aux armements dans l'espace'.

La Conférence demande au Comité spécial - en s'acquittant de cette responsabilité - de continuer à examiner et d'identifier, en procédant à un examen général de fond, les questions se rapportant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

En s'acquittant de cette tâche, le Comité spécial tiendra compte de tous les accords existants, des propositions existantes et des initiatives futures ainsi que des événements survenus depuis sa création en 1985, et il fera rapport à la Conférence du désarmement avant la fin de sa session de 1986, sur l'état d'avancement de ses travaux."]

[En conséquence, il est entendu que la création du Comité spécial ne constitue qu'une première étape dans la voie de l'ouverture d'urgence de négociations multilatérales en vue de conclure un ou plusieurs accords, selon qu'il conviendra, pour empêcher une course aux armements sous tous ses aspects dans l'espace.]]

Recommandation No 5

Pour créer des conditions propres à assurer le succès du processus de désarmement, tous les Etats devraient respecter strictement les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ainsi que les autres principes pertinents et généralement acceptés du droit international en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, s'abstenir de tous actes [et programmes visant à renforcer les arsenaux militaires] qui risqueraient de nuire aux efforts déployés dans le domaine du désarmement et faire preuve d'une attitude constructive à l'égard des négociations et de la volonté politique d'aboutir à des accords. Le climat de confiance entre nations serait sensiblement amélioré par la conclusion d'accords sur les mesures propres à mettre un terme à la course aux armements et à assurer des réductions effectives des armements en vue de leur élimination totale. L'objectif à tous les stades de ce processus de désarmement doit être une sécurité non diminuée au niveau d'armements le plus bas possible.

Recommandation No 6

Dans le contexte de la Campagne mondiale pour le désarmement, il conviendrait de prendre des mesures pour permettre au public de toutes les régions du monde d'avoir accès à une vaste gamme d'informations et d'opinions objectives sur les questions de la limitation des armements et de désarmement, et sur les dangers que présentent tous les aspects de la course aux armements et de la guerre, en particulier de la guerre nucléaire en vue de faciliter des choix éclairés sur ces questions vitales au sujet des efforts visant à arrêter et à inverser la course aux armements. Cette campagne devrait promouvoir l'intérêt et l'appui du public pour les objectifs énoncés dans les paragraphes susmentionnés et notamment pour la conclusion d'accords portant sur des mesures de limitation des armements et de désarmement, en vue d'atteindre l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

ANNEXE II

Projet de directives pour des types appropriés de mesures propres à accroître la confiance et pour l'application de ces mesures sur un plan mondial et régional

La Commission a élaboré les directives ci-après concernant des types appropriés de mesures propres à accroître la confiance qu'elle soumet à l'Assemblée générale pour examen à sa quarante et unième session, conformément à la résolution 39/63 E.

Le texte des directives - sous forme de projet - est accepté sur tous les points, à l'exception de deux questions pour lesquelles sont proposées des variantes et qui ne paraissent pas devoir donner lieu à un rapprochement des vues en l'état actuel. La Commission est toutefois convaincue que les divergences qui subsistent à propos de ces deux questions pourront être éliminées ultérieurement, que la présentation des directives à l'Assemblée générale ne devrait pas intervenir après la date limite fixée dans la résolution 39/63 E et que l'existence à ce jour de ces deux variantes ne devrait pas diminuer la portée générale des directives ni empêcher qu'elles fassent l'objet de la plus large application possible. Ces variantes pourraient au contraire permettre à l'Assemblée générale et aux Etats Membres de cerner plus clairement les problèmes sous-jacents à ces deux questions partielles mais importantes.

Il est entendu que les Etats Membres réservent leur assentiment définitif concernant ces directives jusqu'à ce que celles-ci soient complètement mises au point et qu'elles puissent être évaluées dans leur ensemble.

La Commission souhaite attirer tout particulièrement l'attention sur le paragraphe 1.2.5 des directives où il est souligné qu'en raison de l'accumulation des données d'expérience concernant les mesures propres à accroître la confiance, il faudra peut-être établir de nouvelles directives à un stade ultérieur, si l'Assemblée générale prend une décision en ce sens.

Lors de l'élaboration des directives, toutes les délégations, bien que convaincues de l'intérêt et du rôle capital des mesures propres à accroître la confiance, ont été conscientes de l'importance primordiale des mesures de désarmement et de la contribution unique que seul le désarmement peut apporter à la prévention de la guerre, notamment de la guerre nucléaire. Certaines délégations auraient souhaité que les critères et caractéristiques d'une approche régionale en ce qui concerne les mesures propres à accroître la confiance aient fait l'objet d'un exposé plus détaillé.

1. Généralités

1.1 Mandat

- 1.1.1 La Commission du désarmement a rédigé les présentes directives relatives aux mesures propres à accroître la confiance en application de la résolution 37/100 D adoptée par consensus, dans lesquelles l'Assemblée générale a prié la Commission du

désarmement "d'envisager l'établissement de directives pour des types appropriés de mesures propres à accroître la confiance et pour l'application de ces mesures sur un plan mondial ou régional", et des résolutions 38/73 A et 39/63 E dans lesquelles elle est priée de poursuivre et de conclure ses travaux et de présenter en outre à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, un rapport contenant les principes directeurs en question.

- 1.1.2 Dans l'établissement de ces directives, la Commission du désarmement a tenu compte, entre autres, des documents ci-après de l'Organisation des Nations Unies : Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, première session extraordinaire consacrée au désarmement (résolution S-10/2); résolutions adoptées par consensus par l'Assemblée générale sur cette question a/; réponses reçues des gouvernements informant le Secrétaire général de leurs vues sur la question des mesures propres à accroître la confiance et de leurs données d'expérience en la matière b/; Etude détaillée sur les mesures propres à accroître la confiance, effectuée par un groupe d'experts gouvernementaux c/; et propositions présentées par les pays à la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement d/. La Commission du désarmement a également tenu compte des vues exprimées par les délégations lors de ses sessions annuelles de 1983, 1984 et 1986 et consignées dans les documents de session pertinents.

1.2 Contexte politique

- 1.2.1 Ces directives ont été conçues à une époque où, de l'avis universel, il est particulièrement opportun et nécessaire de s'employer à renforcer la confiance entre Etats. La détérioration de la situation internationale, le recours permanent à la menace ou à l'emploi de la force et l'accroissement de l'arsenal militaire international, ainsi que leurs corollaires, l'intensification des risques de conflagration, des tensions politiques et de la méfiance, et une perception plus aiguë du danger de guerre, qu'elle soit classique ou nucléaire, suscitent une préoccupation commune. Parallèlement, le monde a de plus en plus conscience du caractère inacceptable de la guerre à notre époque et de l'interdépendance de tous les Etats en matière de sécurité.
- 1.2.2 Cette situation exige que la communauté internationale s'emploie d'urgence à empêcher la guerre, en particulier la guerre nucléaire - selon les termes du Document final de la dixième session extraordinaire, la tâche la plus pressante et la plus urgente à l'heure actuelle consiste à en écarter la menace - et à adopter des mesures concrètes de désarmement -

pour prévenir une course aux armements dans l'espace et mettre fin à celle qui se déroule sur Terre, pour limiter, réduire et finalement éliminer les armes nucléaires et renforcer la stabilité stratégique - et s'attache également à réduire les affrontements politiques et à instaurer des rapports stables et fondés sur la coopération dans tous les domaines des relations internationales.

1.2.3 L'importance d'un processus d'accroissement de la confiance portant sur tous les domaines précités est de plus en plus manifeste dans ce contexte. Les mesures propres à accroître la confiance, en particulier lorsqu'elles sont appliquées généralement, peuvent contribuer notablement à renforcer la paix et la sécurité et favoriser et faciliter l'adoption de mesures de désarmement.

1.2.4 A l'heure actuelle, ces possibilités sont déjà étudiées dans certaines régions et sous-régions du monde, où les Etats intéressés - tout en restant conscients de la nécessité d'une action mondiale et de mesures de désarmement - conjuguent leurs forces pour contribuer, en élaborant et en appliquant des mesures propres à accroître la confiance, à l'accroissement de la stabilité des relations et de la sécurité, à l'élimination des interventions extérieures et au renforcement de la coopération dans leurs zones.

Les présentes directives ont été rédigées compte tenu de ces intéressantes données d'expérience; elles visent également à les renforcer et à appuyer d'autres tentatives aux niveaux régional et mondial. Elles n'excluent évidemment pas l'application simultanée d'autres mesures propres à renforcer la sécurité.

1.2.5 Les présentes directives font partie d'un processus dynamique dans le temps. Elles visent à contribuer à accroître l'utilité des mesures propres à accroître la confiance et à en élargir l'application; toutefois, en raison de l'accumulation des données d'expérience pertinentes, il faudra peut-être établir de nouvelles directives à un stade ultérieur, si l'Assemblée générale prend une décision en ce sens.

1.3 Sujet traité

1.3.1 Mesures propres à accroître la confiance et désarmement

1.3.1.1 Les mesures propres à accroître la confiance ne sauraient se substituer aux mesures de désarmement, ni constituer un préalable à celles-ci ou le reléguer au second plan. Néanmoins, la possibilité de créer des conditions favorables à un progrès dans le

domaine du désarmement en adoptant de telles mesures doit être pleinement exploitée dans toutes les régions du monde, du fait qu'elles peuvent faciliter l'adoption de mesures de désarmement et qu'elles ne l'entravent nullement.

1.3.1.2 Des mesures efficaces de désarmement et de limitation des armements, qui limitent ou réduisent directement le potentiel militaire, sont particulièrement propres à accroître la confiance; tel est spécialement le cas des mesures de désarmement nucléaire.

1.3.1.3 Les dispositions du Document final de la dixième session extraordinaire relatives au désarmement, et notamment au désarmement nucléaire, ont également une portée considérable sur le plan de l'accroissement de la confiance.

1.3.1.4 Les mesures propres à accroître la confiance peuvent être élaborées et appliquées de façon autonome en vue de contribuer à la création des conditions favorables à l'adoption de nouvelles mesures de désarmement ou, ce qui est tout aussi important, de mesures parallèles liées à d'autres mesures spécifiques dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements.

1.3.2 Portée des mesures propres à accroître la confiance : mesures militaires et non militaires

1.3.2.1 La confiance dépend d'un ensemble de facteurs interdépendants d'ordre tant militaire que non militaire, et il faut emprunter des voies diverses pour surmonter la peur, l'appréhension et la méfiance entre les Etats et faire régner la confiance.

1.3.2.2 Comme la confiance porte sur un vaste ensemble d'activités tenant aux rapports entre les Etats, il est indispensable d'adopter une démarche globale et de développer la confiance dans les domaines politique, militaire, économique, social, humanitaire et culturel. Il s'agit d'éliminer les tensions politiques, de progresser dans la voie du désarmement, de remodeler le système économique international, d'éliminer la discrimination raciale ainsi que toute forme d'hégémonie, de domination et d'occupation étrangère. Il importe que le processus d'instauration de la confiance contribue, dans tous ces domaines, à réduire la méfiance et à renforcer la confiance entre les Etats en restreignant et finalement en éliminant les causes possibles de malentendus ainsi que d'erreurs d'interprétation et d'appréciation.

1.3.2.3 Nonobstant la nécessité d'engager un vaste processus d'instauration de la confiance et conformément au mandat de la Commission du désarmement, les présentes directives relatives aux mesures propres à accroître la confiance visent essentiellement les problèmes militaires et les questions de sécurité, d'où les caractéristiques propres de ces directives.

1.3.2.4 Dans de nombreuses régions du monde, les phénomènes économiques et autres ont des effets si directs sur la sécurité d'un pays qu'ils ne peuvent être dissociés des questions de défense et des problèmes militaires. Les mesures concrètes à caractère non militaire qui présentent un intérêt direct pour la sécurité nationale et pour la survie des Etats relèvent donc pleinement des directives en question. En pareil cas, les mesures militaires et non militaires se complètent et se renforcent mutuellement sur le plan de l'instauration de la confiance.

1.3.2.5 Il incombera aux pays de chaque région de déterminer quelle est la combinaison appropriée des différents types de mesures concrètes à prendre, selon l'idée qu'ils se font de la sécurité ainsi que de la nature et de la gravité des menaces existantes.

2. Directives pour des types appropriés de mesures propres à accroître la confiance et pour l'application de ces mesures

2.1 Principes

2.1.1 Le strict respect des dispositions de la Charte des Nations Unies et des engagements énoncés dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2), dont le bien-fondé a été unanimement et catégoriquement réaffirmé par tous les Etats Membres à la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, présente une importance primordiale pour la sauvegarde de la paix, la survie de l'humanité et pour la réalisation d'un désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

2.1.2 En particulier, et à titre de préalable au renforcement de la confiance entre les Etats, il faut veiller au respect rigoureux des principes ci-après qui sont consacrés dans la Charte des Nations Unies :

- a) Le non-recours à la force ou à la menace de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat;

- b) La non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats;
- c) Le règlement pacifique des différends;
- d) L'égalité souveraine des Etats et l'autodétermination des peuples.

2.1.3 Le strict respect des principes et des priorités du Document final de la dixième session extraordinaire présente une importance particulière pour le renforcement de la confiance entre les Etats.

2.2 Objectifs

- 2.2.1 Les mesures propres à accroître la confiance ont pour objectif final de renforcer la paix et la sécurité internationales et de contribuer à la prévention de toutes les guerres, en particulier la guerre nucléaire.
- 2.2.2 Les mesures propres à accroître la confiance doivent contribuer à la création des conditions favorables au règlement pacifique des problèmes et différends internationaux existants ainsi qu'à l'amélioration et la promotion de relations internationales fondées sur la justice, la coopération et la solidarité; ces mesures doivent aussi faciliter le règlement de toute situation qui risque de créer des tensions internationales.
- 2.2.3 L'un des grands objectifs des mesures propres à accroître la confiance est de donner effet aux principes qui sont universellement reconnus, et tout particulièrement à ceux qui sont énoncés dans la Charte des Nations Unies.
- 2.2.4 En contribuant à créer un climat propre à freiner la course aux armements et à diminuer progressivement l'importance de l'élément militaire, des mesures propres à accroître la confiance devraient notamment faciliter et promouvoir le processus de limitation des armement et de désarmement.
- 2.2.5 Un des objectifs majeurs est de réduire, voire d'éliminer les causes de méfiance, de peur, de malentendus et d'erreurs d'appréciation en ce qui concerne les activités militaires et les intentions d'autres Etats, facteurs qui risquent de donner le sentiment d'une sécurité compromise et de justifier la poursuite des politiques d'armement sur le plan mondial aussi bien que régional.
- 2.2.6 Un objectif essentiel de ces mesures est de réduire les risques de méprises ou d'erreurs dans les opérations militaires, d'aider à prévenir les affrontements militaires ainsi que les préparatifs de guerre secrets, réduire le risque d'attaques surprises et de

déclenchement accidentel d'une guerre, et enfin, de donner une forme effective et concrète à l'engagement solennel de toutes les nations de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'usage de la force sous toutes ses formes et de renforcer la sécurité et la stabilité.

- 2.2.7 Etant donné la prise de conscience accrue de l'importance de leur mise en oeuvre, elles peuvent en outre faciliter la vérification de l'application des accords de limitation des armements et de désarmement.

De surcroît, le strict respect des obligations et des engagements en matière de désarmement et les efforts de coopération déployés pour élaborer et appliquer des mesures efficaces de vérification à cet égard - mesures satisfaisantes pour toutes les parties en cause et déterminées en fonction des objectifs, de la portée et de la nature de l'accord correspondant - ont en eux-mêmes une influence considérable sur l'instauration d'un climat de confiance.

Les mesures propres à accroître la confiance ne sauraient toutefois remplacer les mesures de vérification, qui sont un élément important des accords de limitation des armements et de désarmement.

2.3 Caractéristiques

- 2.3.1 La confiance dans les relations internationales est fondée sur la croyance en la volonté de coopération des autres Etats. Elle se renforcera dans la mesure où, par leur comportement, les Etats démontreront leur intention de pratiquer une politique non agressive et coopérative.
- 2.3.2 Le renforcement de la confiance exige un consensus des Etats participant au processus. Les Etats doivent donc décider en toute liberté et souveraineté s'il y a lieu de mettre en marche un processus d'instauration de la confiance et, dans l'affirmative, déterminer quelles mesures doivent être prises et comment doit se dérouler le processus.

Projet composite du Président (1984)

- 2.3.3 L'accroissement de la confiance étant par nature un processus dans lequel chaque mesure antérieure sert de base à d'autres mesures qui, peu à peu, en s'ajoutant les unes aux autres, consolident et renforcent la confiance, les Etats doivent pouvoir, à tous les stades, mesurer et évaluer les résultats obtenus. Cela signifie que la confiance ne peut se fonder que sur des actions concrètes qui se prêtent à un examen et à une évaluation.

Proposition des Etats socialistes

L'accroissement de la confiance est par nature un processus organique qui évolue constamment par le biais d'actions politiques et juridiques et de mesures militaires et techniques, et dans lequel chaque mesure peut servir de base à d'autres mesures qui, peu à peu, en s'ajoutant les unes aux autres, consolident et renforcent la confiance. Pour être à même d'étudier ce processus et de déterminer la démarche à suivre à l'avenir pour

Projet composite du Président (1984)

2.3.4 Ni les déclarations d'intention, ni la promesse d'adopter à l'avenir une attitude donnée (en cas de conflit armé par exemple), quelque bienvenues qu'elles puissent être, ne peuvent tenir lieu de mesures tangibles qui peuvent être examinées et évaluées. Il s'ensuit qu'elles doivent donc être concrétisées par des actes.

2.3.5 Un modèle universel détaillé étant manifestement peu pratique, les mesures propres à accroître la confiance devraient être adaptées aux situations. L'efficacité d'une mesure concrète sera d'autant plus grande qu'elle sera adaptée au sentiment de menace ou aux impératifs de la confiance dans une situation ou une région donnée.

Projet composite du Président (1984)

2.3.6 L'une des causes principales de la méfiance, de l'insécurité et du sentiment de menace réside dans le manque de renseignements fiables sur les activités militaires et les intentions des autres Etats et sur d'autres questions concernant la sécurité mutuelle.

La méfiance résultant d'une confiance insuffisante des forces militaires adverses est souvent aggravée par des idées fausses et subjectives et par la défiance qui en découle quant aux intentions des autres Etats. En conséquence, les mesures propres à accroître la confiance doivent prévoir l'échange de renseignements fiables permettant d'améliorer la connaissance des activités militaires et des autres questions touchant la sécurité mutuelle. Cette connaissance est particulièrement importante dans le cadre de négociations concrètes sur le désarmement ou pour améliorer les perspectives de conclusion d'accords précis en matière de désarmement.

Proposition des Etats socialistes
le renforcer, les Etats devraient pouvoir évaluer périodiquement les résultats concrets obtenus.

Les obligations politiques et les actions unilatérales visant à promouvoir le désarmement et l'accroissement de la confiance devraient être considérées comme d'importants instruments propres à stimuler l'adoption de nouvelles mesures concrètes mutuellement convenues.

Proposition des Etats socialistes

L'échange de renseignements sur les forces armées et les armements ainsi que sur les activités militaires pertinentes pourrait être souhaitable dans le cadre du processus de désarmement et d'accroissement de la confiance. Un tel échange pourrait contribuer à instaurer une plus grande confiance. Il est indispensable qu'il ait un lien organique avec des mesures spécifiques de désarmement et d'autres mesures propres à accroître la confiance. Il ne devrait pas constituer une condition préalable à l'adoption de mesures de ce type. Les demandes d'information, qui n'auraient pas pour objectifs l'instauration de la confiance et la conclusion d'accords en matière de désarmement, pourraient compromettre la réalisation de ces objectifs et devraient être évitées.

Les demandes d'information devraient viser exclusivement à obtenir une base rationnelle permettant de déterminer l'existence ou l'absence d'une menace militaire. Toute demande déraisonnable et qui n'aurait pas pour objectif l'instauration de la confiance devrait être évitée.

- 2.3.7 Si, dans une situation donnée, les circonstances et le principe de la non-diminution de la sécurité le permettent, les mesures propres à accroître la confiance pourraient, selon un processus progressif et lorsque cela est souhaitable et approprié, aller plus loin et, sans être capables en elles-mêmes de réduire les potentiels militaires, pourraient imposer certaines limites aux options militaires.

2.4 Application

- 2.4.1 Afin d'appliquer au mieux les mesures propres à accroître la confiance, les Etats qui adoptent ou qui acceptent de telles mesures devaient analyser soigneusement et définir avec le plus de précision possible les facteurs qui agissent favorablement ou négativement sur la confiance entre Etats dans une situation donnée.
- 2.4.2 Etant donné que les Etats doivent être à même d'examiner, d'évaluer et d'assurer l'application de ces mesures, il est indispensable de définir précisément et clairement toutes les modalités des mesures déjà prises.
- 2.4.3 L'application d'une seule mesure propre à accroître la confiance ne peut venir à bout d'idées fausses et de préjugés, acquis sur un grand nombre d'années. Ce n'est qu'en adoptant une attitude cohérente et en y restant fidèle qu'un Etat peut apporter la preuve de son sérieux, de sa crédibilité et de sa fiabilité, sans lesquels le processus de l'instauration de la confiance ne saurait aboutir.
- 2.4.4 Il faudrait appliquer les mesures propres à accroître la confiance de manière à garantir le droit de chaque Etat à une sécurité non diminuée et à assurer qu'aucun Etat, individuellement ou en groupe, n'obtient d'avantages par rapport aux autres à quelque stade que ce soit du processus d'instauration de la confiance.
- 2.4.5 L'instauration de la confiance est un processus dynamique : l'expérience acquise et la confiance établie grâce à l'application de mesures antérieures, librement adoptées dans une large mesure et relativement peu importantes sur le plan militaire, peuvent faciliter l'adoption de nouvelles mesures plus ambitieuses.

Le rythme du processus d'application des mesures souhaitables, qu'il s'agisse de leur échelonnement dans le temps ou de leur portée, dépend des circonstances. Les mesures propres à accroître la confiance

devraient être aussi larges que possible et être appliquées le plus rapidement possible. S'il est possible, dans une situation donnée, d'appliquer dans un premier temps des mesures ambitieuses, il semblerait qu'il faille normalement utiliser un processus progressif.

- 2.4.6 Les obligations nées d'accords sur des mesures propres à accroître la confiance doivent être remplies de bonne foi.
- 2.4.7 Les mesures propres à accroître la confiance devraient être appliquées à la fois aux niveaux mondial et régional. Les approches régionales et mondiales ne sont pas contradictoires, mais plutôt complémentaires et interdépendantes. Compte tenu des interactions entre les conjonctures aux niveaux mondial et régional, un progrès à un niveau contribue à la réalisation d'un progrès à l'autre niveau; cependant, l'un ne constitue pas pour l'autre une condition préalable.

Lorsque l'on envisage de prendre des mesures propres à accroître la confiance dans une région donnée, il faudrait pleinement tenir compte de la situation particulière de la région sur les plans politique, militaire et autres. Les mesures visant à accroître la confiance dans un contexte régional devraient être adoptées à l'initiative et avec l'accord des Etats de la région intéressée.

- 2.4.8 Les mesures propres à accroître la confiance peuvent prendre diverses formes. Elles peuvent être acceptées en tant qu'obligations juridiquement contraignantes, auquel cas elles s'imposent aux parties en tant qu'élément du droit des traités. Elles peuvent également être acceptées par le biais d'engagements politiquement obligatoires. On peut aussi envisager de rendre ces dernières mesures contraignantes en droit international.
- 2.4.9 Les Etats devraient, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, prévoir des procédures et des mécanismes pour l'examen et l'évaluation des progrès réalisés dans l'application des mesures propres à accroître la confiance. Dans les cas où cela est possible, on pourrait se mettre d'accord sur des calendriers pour faciliter une telle évaluation sur les plans tant qualitatif que quantitatif.

2.5 Mise en place, perspectives et possibilités offertes

- 2.5.1 En donnant un caractère plus contraignant aux mesures propres à accroître la confiance, on ferait oeuvre très utile du point de vue qualitatif, car on rendrait tout le processus plus crédible et plus fiable; il convient de rappeler que cela vaut également pour les engagements pris dans le domaine du désarmement. Il faudrait donc que des mesures librement adoptées et unilatérales fassent place au plus tôt à des dispositions politiquement obligatoires, réciproques et équilibrées, qui pourraient, le moment venu, être transformées en obligations juridiquement contraignantes.

- 2.5.2 Une mesure propre à accroître la confiance peut être progressivement renforcée au point de devenir un modèle de comportement. Appliquée systématiquement et uniformément durant une longue période, et assortie de l'avis juridique requis, une mesure obligatoire sur le plan politique peut donc créer une obligation relevant du droit international coutumier. De cette façon, le processus d'accroissement de la confiance peut progressivement contribuer à l'élaboration de nouvelles normes du droit international.
- 2.5.3 Les déclarations, notamment les déclarations d'intention, qui ne créent pas en elles-mêmes l'obligation pour les Etats de prendre des mesures spécifiques mais qui peuvent contribuer favorablement à l'instauration d'un climat de plus grande confiance mutuelle, devraient être concrétisées par des accords portant sur des mesures spécifiques.
- 2.5.4 Les occasions de mettre en place des mesures propres à accroître la confiance sont multiples. On trouvera ci-après un aperçu des principales possibilités à cet égard, dont les Etats pourraient s'inspirer pour identifier celles qui sembleraient particulièrement indiquées.
- 2.5.4.1 Les mesures propres à accroître la confiance sont particulièrement nécessaires en période de tension et de crise politiques car elles peuvent avoir un effet de stabilisation très efficace.
- 2.5.4.2 Les négociations sur la limitation des armements et le désarmement peuvent offrir une occasion particulièrement importante d'adopter des mesures propres à accroître la confiance. Ces mesures, si elles sont intégrées dans l'accord envisagé lui-même ou si des accords supplémentaires sont conclus, peuvent aider les parties à atteindre les buts et les objectifs de leurs négociations et de leurs accords en créant un climat de coopération et de compréhension, en facilitant l'introduction de clauses adéquates de vérification, acceptables pour tous les Etats concernés et correspondant à la nature, à la portée et à l'objet de l'accord, et en favorisant une application sûre et crédible des accords signés.
- 2.5.4.3 L'envoi, conformément aux objectifs de la Charte des Nations Unies, de forces de maintien de la paix dans une région où l'arrêt des hostilités entre les Etats peuvent constituer une occasion particulière.
- 2.5.4.4 Les conférences chargées d'examiner les accords de limitation des armements pourraient aussi fournir l'occasion d'envisager l'adoption de mesures propres à accroître la confiance, à condition que celles-ci ne soient en rien préjudiciables aux objectifs visés par les accords; les critères d'une telle démarche devraient être convenus par les parties aux accords.

- 2.5.4.5 Les accords passés entre Etats dans d'autres domaines des relations internationales offrent beaucoup d'autres occasions encore - dans les secteurs politique, économique, social et culturel notamment - par exemple lorsqu'il s'agit d'entreprendre des projets de développement en commun, en particulier dans les zones frontalières.
- 2.5.4.6 Des mesures propres à renforcer la confiance, ou tout au moins une déclaration d'intention stipulant que de telles mesures seront adoptées dans l'avenir, pourraient figurer dans toute autre forme de déclaration politique sur les objectifs que poursuivent deux Etats ou plus.
- 2.5.4.7 Puisque c'est surtout en abordant sous un angle multilatéral les questions de sécurité internationale et de désarmement que l'on accroît la confiance sur le plan international, l'Organisation des Nations Unies peut contribuer à renforcer la confiance en assumant le rôle central qui est le sien en matière de paix et la sécurité internationales et de désarmement. Les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales pourraient contribuer à favoriser comme il convient le processus de renforcement de la confiance. En particulier, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité peuvent le faire - nonobstant les tâches qui leur incombent dans le domaine du désarmement proprement dit - en adoptant des décisions et recommandations proposant aux Etats des mesures propres à renforcer la confiance et en leur demandant de les adopter et de les mettre en oeuvre. Le Secrétaire général peut également, conformément à la Charte des Nations Unies, contribuer utilement à instaurer la confiance en suggérant des mesures concrètes à cette fin ou en fournissant ses bons offices, en particulier lorsque surgit une crise, pour favoriser la mise en place des procédures voulues.
- 2.5.4.8 Conformément au point IX de l'ordre du jour qu'elle a adopté - le "décatalogue" - et sans préjuger de son rôle de négociation dans tous les secteurs définis dans cet ordre du jour, la Conférence du désarmement pourrait identifier et mettre au point des mesures propres à renforcer la confiance, dans la perspective des accords sur le désarmement et sur la limitation des armements qui sont eux-mêmes négociés au sein de la Conférence.

Notes

- a/ Résolutions 34/87 B, 35/156 B, 36/97 F, 37/100 D et 38/73.
- b/ A/34/416 et Add.1 à 3, A/35/397.
- c/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.3.
- d/ Voir A/S-12/AC.1/59.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
